

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

MAI 1967

MINI-GRÈVE

Cette année comme les précédentes, les syndicats ont organisé, avant que nous ne partions en vacances, la traditionnelle grève de 24 heures. Elle leur permet d'effacer la mauvaise impression qui pourrait envahir les travailleurs conscients que les capitalistes, cette année encore, doivent un grand merci aux organisations syndicales.

En effet, depuis la mi-mars, les travailleurs de BORDEAUX, puis ceux de LYON, de SAINT-NAZAIRE, de LORRAINE enfin, avaient commencé des luttes particulièrement dures, comme on n'en avait pas vues en France depuis des années. Faisant preuve d'une très grande combativité, ils avaient obligé les syndicats à accepter des grèves qu'ils n'avaient plus la possibilité d'arrêter. Commencées chez DASSAULT, continuées à Besançon, à Lyon aux usines RHODIACETA puis étendues à BERLIET, les grèves gagnaient SAINT-NAZAIRE où les mensuels des Chantiers navals entamaient une des plus longues grèves depuis la guerre. En Lorraine, les mineurs du bassin ferrifère se lançaient à leur tour dans la lutte. Ces grèves présentaient toutes des caractères communs: une détermination farouche des travailleurs de lutter cette fois jusqu'au bout, de faire plier les capitalistes, d'arrêter la dégradation continue de leur situation.

Cette fois, plus de mini-grèves de dix minutes, d'un quart d'heure ou d'une heure ni même de 24 heures si chères aux bonzes toujours dans le vent. Mais une lutte à fond, avec occupation de l'usine à chaque fois que les travailleurs le pouvaient, avec des piquets de grève décidés et une volonté d'arracher autre chose que des miettes. En même temps, dans beaucoup d'autres boîtes moins importantes, les travailleurs s'agitaient, commençaient à lutter et cela à peu près dans tous les secteurs, sauf il est vrai dans la Région Parisienne. Une véritable unité dans la volonté de lutter existait donc à une large échelle et il n'y a aucune raison de douter qu'alors, il était possible de l'étendre, y compris dans la Région Parisienne. Attaqués sur tous les fronts par des masses de travailleurs déterminés, les capitalistes n'auraient certainement pas pris le risque d'une confrontation qui pouvait mal tourner pour eux. Il était possible de leur reprendre une partie de ce qu'ils nous volent, d'exiger l'arrêt des licenciements, la diminution des cadences de travail.

Quel fut alors le rôle des organisations syndicales?

Alors que les travailleurs ont tous les mêmes revendications, augmentation des salaires, garantie de leur emploi, lutte contre les cadences, rien n'a été entrepris pour étendre la lutte, ni dans la construction aéronauti-

que pour soutenir les travailleurs de chez DASSAULT, ni dans les chantiers navals où pourtant en 1966 avaient déjà eu lieu des grèves sévères, ni dans l'industrie chimique et la métallurgie.

Alors que les autres années, le secteur public est lancé dans des grèves de 24 heures aussi imprévues qu'inefficaces, E.D.F. puis R.A.T.P. ou S.N.C.F. puis fonctionnaires, cette fois rien n'a bougé. Quelques tracts par-ci par-là pour une vague solidarité réduite à des quêtes et à des discours, le curé et l'évêque apportant leur précieux concours. On est loin de l'avalanche de papiers du temps des élections. Non seulement les syndicats se sont bien gardés d'étendre la lutte, mais ils se sont hâtés, dès qu'ils l'ont pu, de terminer une grève dans une région où la lutte risquait de devenir explosive. Ainsi à LYON où les travailleurs de RHODIACETA unis à ceux de BERLIET risquaient de faire du dégât, alors même que les travailleurs d'autres entreprises s'agitaient. Alors les patrons ont lâché quelques miettes que les syndicats ont présenté comme une brillante victoire et les gars de BERLIET sont restés seuls.

Mais la palme du sabotage organisé revient sans discussion aux bonzes de Saint-Nazaire. Là, les syndicats ont réussi ce tour de force d'empêcher toute manifestation commune entre les mensuels des Chantiers, de Sud-Aviation et leurs camarades horaires des mêmes boîtes, d'ailleurs lock-outés aux Chantiers. Qui sait ce que ces méchants auraient pu mijoter ensemble?

Pendant de longues semaines, les syndicats ont laissé la combativité ouvrière s'user progressivement et lorsque celle-ci s'est relâchée, lorsque le découragement est apparu, ils ont négocié des accords dont les résultats sont sans commune mesure avec les sacrifices consentis par les travailleurs.

Ces grèves heureusement ter-

minées pour le plus grand soulagement des patrons, il devenait urgent pour les directions syndicales de reprendre en main les troupes abandonnées à leur réflexion pendant ces quelques mois.

Le Gouvernement devait fournir le prétexte. En déposant à l'Assemblée une demande de pouvoirs spéciaux pour 6 mois dans le domaine économique et social, il donnait aux syndicats l'occasion rêvée de redorer leur blason.

En quelques jours, les bonzes firent feu des 4 fers. DESCAMPS, leader C.F.D.T., agissant aussi pour la C.G.T., rencontrait BERGERON de F.O., lui-même servant d'intermédiaire pour la F.E.N. Entrevue historique; les dirigeants se mettaient d'accord pour une action tous ensemble et le même jour, mais pour 24 heures seulement. Ce qui était impossible 2 mois plus tôt, alors que des milliers de travailleurs n'avaient pas attendu, eux, les projets du gouvernement pour entrer en lutte, devenait soudainement, miraculeusement possible, maintenant que toutes les luttes étaient terminées. Sans crainte du ridicule, les bonzes fixaient la date de la grève au 17 mai pour commémorer la grève identique de l'année précédente, lancée elle aussi dans le même but et qui avait eu pour résultat les brillants résultats que l'on connaît.

Quant aux motifs de la grève, les pouvoirs spéciaux, les syndicats et les partis dits ouvriers ont fait beaucoup de tapage afin de nous persuader qu'il s'agissait là d'une menace soudaine et nouvelle. Depuis des années déjà, les capitalistes rationalisent la production et les travailleurs en savent quelque chose. Cette nouvelle tentative pour réorganiser certains secteurs particulièrement chauds, comme le marché de l'emploi où les travailleurs ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à accepter passivement les licenciements et les reconversions, comme la Sécurité Sociale, n'est que la poursuite de l'offensive capitaliste commencée depuis des années et poursuivie avec la complicité des syndicats.

L'exemple de l'Angleterre est bien instructif à cet égard. Les pouvoirs spéciaux pour réorganiser le capitalisme, c'est-à-dire pressurer un peu plus les travailleurs, bloquer les salaires mais pas les prix, c'est le gouvernement de la gauche, les travaillistes qui les ont demandés et les appliquent avec l'aide des syndicats.

Alors que les grèves dures de ces derniers mois, qui mettaient en péril les profits des capitalistes ont été abandonnées à leur sort, vouloir maintenant faire croire aux travailleurs qu'une menace nouvelle pèse sur eux et qu'une grève de 24 heures va empêcher les capitalistes de poursuivre leur exploitation, c'est jeter un écran de fumée destiné à masquer le véritable rôle des syndicats. Ce rôle est apparu clairement ces derniers mois encore. Ne pas mettre en cause le système établi, canaliser le mécontentement des travailleurs, apparaître aux yeux des capitalistes comme des collaborateurs indispensables auxquels les travailleurs obéissent et dont ils ne peuvent se passer.

Comment en sortir?

Les grèves des mois derniers par leur ampleur, par leur diversité ont permis de clouer le bec à ceux qui justifiaient leur inactivité par une soi-disant apathie des masses. Au dire de ces bons apôtres, les travailleurs étaient embourgeoisés, ne vivant que pour payer les traites de la télé, de la voiture ou de l'appartement, uniquement préoccupés du tiercé et des vacances. Ces balivernes, les travailleurs les ont balayées. Partout, leur combativité a été remarquable, ils ont tenu de longues semaines repoussant les offres qui leur semblaient insuffisantes, obligeant les syndicats à poursuivre la lutte. Après la reprise du travail, cette combativité a continué à se manifester comme chez DASSAULT ou à RHODIACETA, tenant les patrons en respect. A Saint-Nazaire, les mensuels des Chantiers ont ridiculisé

les prétentions imbéciles de DASSAULT, patron de choc, qui se croyant malin déclarait pendant la grève qui paralysait ses usines: "en mensualisant les ouvriers, je fera disparaître la lutte de classe". Cette grève des mensuels, réputés par tous, y compris par les syndicats, comme des travailleurs différents des autres, a douloureusement surpris ceux qui voyaient en eux des travailleurs intégrés dans l'entreprise, donc disciplinés et sûrs. Face à l'exploitation, la réaction des travailleurs reste la même et la lutte qu'ils mènent est celle de leurs camarades quelle que soit leur place dans la hiérarchie de l'usine. Mais on comprend combien doit être amère cette constatation pour les patrons, qui considèrent la hiérarchie comme un instrument inestimable de division.

Mais la combativité des travailleurs n'a pas été suffisante pour leur permettre d'arracher une victoire en rapport avec l'ampleur de leurs luttes. S'ils ont été capables d'obliger les syndicats à poursuivre la lutte contre leur gré, ils ont laissé ces derniers en prendre la direction. Ils se sont bornés à les contrôler par les assemblées générales, mais en leur abandonnant tout ce qui est l'essentiel dans la conduite d'une grève: les liaisons, le soutien, l'extension à d'autres secteurs, les rencontres avec les patrons. Il a manqué aux travailleurs une claire conscience du rôle des syndicats qui toujours dirigent la grève vers un compromis pourri, comme ce fut le cas en LORRAINE, à RHODIACETA, chez BERLIET et même à SAINT-NAZAIRE.

Les travailleurs doivent organiser eux-mêmes leur grève de A à Z. C'est à l'assemblée des grévistes, sans distinction d'opinion politique ou syndicale, de nommer des délégués mandatés pour une tâche précise, dont la plus immédiate est l'extension de la lutte en contactant les autres travailleurs de la ville, de la région et même du pays tout entier. A l'époque des chemins de fer et de l'automobile, ce genre de liaison n'a rien d'exceptionnel et ce sont les seules qui soient efficaces. Il est certain que si les

travailleurs de BORDEAUX, de LYON, de SAINT-NAZAIRE, de LORRAINE, avaient pris contact entre eux et avaient décidé de se soutenir mutuellement, d'étendre eux-mêmes leur action en envoyant des délégations de grévistes dans les usines proches des leurs, dans les autres chantiers navals, dans les mines et aussi dans la région parisienne, la lutte aurait pris une toute autre envergure. Les syndicats ont préféré la marche à pieds, les processions quotidiennes dans les rues, les discours des bonzes jusqu'à ce que s'use et s'affaiblisse la combativité ouvrière.

Ce sont aussi des délégués mandatés et non des bonzes syndicaux qui doivent être chargés de porter les revendications aux patrons mais seule l'assemblée décide si elle veut continuer ou arrêter la grève. C'est à l'assemblée d'organiser le soutien financier en se chargeant elle-même des collectes et de la distribution des fonds recueillis. Il ne doit pas y avoir d'un côté ceux qui dirigent et de l'autre ceux qui écoutent et défilent dans les rues. C'est aux travailleurs dans leur assemblée à diriger totalement leur action.

Ces positions nous les avons défendues à chaque lutte des travailleurs. Dans les derniers numéros de " LUTTE DE CLASSE " nous avons laissé prévoir quelles conséquences aurait cette indifférence des travailleurs pour la conduite de leurs luttes. Tant qu'ils permettront aux bonzes de mener les grèves à leur guise et de régler leurs affaires à leur place, ils doivent s'attendre à ce qui est arrivé à peu près partout: des résultats dérisoires par rapport à une détermination clairement exprimée et aux sacrifices consentis.

Le Coup d'Etat militaire en Grèce
et la classe ouvrière.

Le coup d'Etat militaire qui, en Grèce, a donné le pouvoir aux officiers exige une analyse du point de vue des rapports de classe.

L'économie dans ce pays traverse depuis longtemps une crise aigüe et permanente. La balance commerciale y est fortement déficitaire au point que les exportations s'élèvent à 30% des importations, la différence étant couverte par le tourisme, les envois d'argent des marins et des ouvriers grecs travaillant à l'étranger et l'"aide" américaine, donc par des sources précaires et instables. L'industrie qui, avant la guerre de 39-45, était plus développée que celle des autres pays balkaniques, se trouve maintenant à un niveau nettement inférieur. La conséquence en est que 400.000 ouvriers grecs dans les 6 dernières années ont émigré en Europe pour chercher du travail. Le capitalisme en Grèce est faible du fait qu'il est composé aujourd'hui, d'une part du capital des armateurs, qui est lié plutôt au capitalisme mondial, et d'autre part d'investissements étrangers (allemands, français, américains), tandis que le capital local est plutôt orienté vers le tourisme.

Le capitalisme en Grèce a un besoin urgent de modernisation, ce qui nécessite des investissements massifs et des sacrifices supplémentaires de la part des travailleurs. La bourgeoisie y était profondément divisée quant aux moyens à employer à cette fin. D'un côté, les bourgeois libéraux avec PAPANDREOU et les staliniens (E.D.A.) et de l'autre côté, les officiers et la palais. Les premiers voyaient la modernisation dans l'ouverture économique vers les pays de l'Est, la réduction des dépenses militaires et ils comptaient sur les staliniens pour convaincre les ouvriers de produire un effort accru. Les seconds croyaient que PAPANDREOU, vainqueur certain aux élections, ne serait pas capable de dominer les illusions qu'il avait suscitées dans les masses et que cela aurait provoqué un vaste mouvement revendicatif. Pour eux,

la seule solution est de réorganiser l'économie avec l'aide du capital étranger dans un climat de discipline militaire. Il est à remarquer que même la tendance "démocratique" n'a jamais rien fait pour appuyer les revendications ouvrières et que ses seuls mots d'ordre étaient l'application juste de la Constitution et les élections libres.

Aux forces intérieures s'ajoutent les conditions et les intérêts du capitalisme mondial. Si les capitalistes européens s'intéressent à la sauvegarde de leurs investissements, les américains, depuis 20 ans, dominant effectivement la vie politique et dirigent l'armée grecque. La position stratégique du pays entre trois continents et leur désir de contrôler les bases de Chypre déterminent leur attitude.

Dans ces conditions, et surtout après que les staliniens pro-russes en Grèce, en s'assimilant, comme partout ailleurs, à la politique de la social-démocratie, aient dissous leur organisation clandestine, le résultat de cette lutte ne pouvait aboutir qu'à la prise du pouvoir par la seule force organisée existante, à savoir les officiers de l'armée. Ces derniers, avec l'aide matérielle des américains et les tanks de l'O.T.A.N., en une nuit, sans coup férir, se sont emparé du pouvoir dans un climat de désintéressement total de la classe ouvrière.

Le nouveau gouvernement militaire, par les mesures qu'il a prises, semble être plutôt un gouvernement fasciste qu'une dictature de la droite traditionnelle. En effet, des mesures comme la distribution de terres aux paysans, l'augmentation de leurs retraites, l'interdiction faite aux patrons de licencier des ouvriers, la démagogie anticapitaliste combinées avec la suppression du syndicalisme et du parlementarisme, les déportations massives, le contrôle total de l'idéologie, manifestent sa physionomie fasciste. Il est à remarquer que dans un petit pays peu développé, le fascisme peut être imposé par le seul mécanisme militaire, sous réserve de constituer après coup les organisations de masse nécessaires à la répression. Il ne faut pas d'ailleurs oublier le rôle que les militaires jouent actuellement dans la transformation capitaliste de tous les pays sous-développés, en Afrique et ailleurs où ils remplacent le stalinisme.

Dans ce contexte économique et social, la classe ouvrière en Grèce et dans tout le monde, n'a rien de particulier à opposer au fascisme. Le fascisme, comme la démocratie bourgeoise et l'Etat stalinien ne correspondent qu'à des rapports de classes et à des moments historiques différents du même régime d'exploitation, à savoir du régime capitaliste. Les ouvriers ne peuvent s'allier à une forme de domination bourgeoise pour s'opposer à une autre. Si GLEZOS et quelques milliers de staliniens ou de "démocrates" sont en exil, c'est une affaire entre deux clans capitalistes.

Ce qui intéresse la classe ouvrière, c'est l'aggravation de l'exploitation que les nouveaux maîtres de la Grèce essaieront de lui imposer. Mais pour cela la classe dispose de ses propres moyens de lutte et de ses propres méthodes d'action. Dans sa lutte revendicative, elle peut non seulement défendre son niveau de vie contre les attaques du capitalisme, mais encore former ses organes démocratiques et autonomes qui demain, avec l'approfondissement et la généralisation de la lutte, peuvent se transformer en organes de pouvoir ouvrier.

Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos ressources, précisons que le coût de ce bulletin (environ 70 francs) est très facilement couvert par les versements des militants et sympathisants du G.L.A.T.

En effet, contrairement aux syndicats et autres organisations bureaucratiques, nous ne touchons ni ne sollicitons aucune subvention de la part des capitalistes ou de leur Etat.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Millitants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.